

d'aller travailler en une autre localité où au moins ses conditions de santé n'auraient pas été mises en grave danger ? Mais les marchands d'hommes que sont les centristes connaissent leur métier et savent qu'il est possible de faire parler, pour un instant, les souffrances d'un homme que les persécutions ont doté d'une maladie terrible; ils savent bien qu'on peut amener Calligaris à une déclaration politique qui semble être une planche de salut, mais qu'il est absolument impossible de tuer en un militant cette force inébranlable qui est la dévotion à la cause prolétarienne et que, demain, Calligaris aurait repris sa place parmi les militants communistes. Voilà pourquoi, malgré la lettre du mois de mars dernier, Calligaris n'a pas été libéré. Voilà pourquoi sa situation en Sibérie devient de plus en plus meurtrière.

Mais le cas Calligaris n'est nullement individuel et d'autres réfugiés politiques italiens se trouvent en une situation analogue en Russie (en majeure partie il s'agit d'anarchistes). L'un d'eux, Petrini, qui fut condamné à 22 ans de prison en 1924 en Italie, à bout de souffrances, vient de demander aux autorités italiennes d'être ramené en Italie afin de comparaître à son procès tout en sachant que ce dernier pourra se conclure par une forte condamnation. Petrini s'est donc trouvé devant ce choix : ou bien continuer à vivre en Russie, dans l'impossibilité absolue de lutter pour ses idées, ou bien réintégrer les prisons italiennes ou du moins il aura la possibilité de parler avec ses camarades de cellule, de s'entretenir avec eux des problèmes politiques qui lui sont chers. Les anarchistes ont justement qualifié d'extradition le départ de Petrini de la Russie. En effet, si les conditions juridiques de cette extradition ne sont pas remplies, par contre, au point de vue politique, il s'agit bien d'une extradition, car le pays du socialisme a mis Petrini devant la nécessité de lui préférer les prisons fascistes. Les centristes italiens ont attendu quelque temps avant de répondre et, enfin, ils se sont décidés à répéter un vieux cliché : les anarchistes préfèrent lutter pour Petrini même si cela devait porter atteinte au Front Populaire; ergo, ils sont des supports du fascisme. D'autre part, Petrini est un espion fasciste comme cela aurait été prouvé depuis des années à cause de ses visites au Consulat Italien de Moscou. A quoi nous répondons: si le Front Populaire peut être menacé quand est présenté le cas d'un réfugié politique en Russie, cela prouve que ce soi-disant organisme d'action antifasciste est, en effet, un instrument de la contre-révolution capitaliste. Secondement. Si Petrini était un espion, eh bien ! pourquoi se serait-on dépêché de le consigner à l'Italie au lieu de le châtier dans « le pays du socialisme » ?

Aujourd'hui Petrini est dans les prisons fascistes et Mussolini peut se servir du cas de cet anarchiste pour dire aux ouvriers que le régime fasciste n'est tout de même pas l'enfer que l'on croit, puisqu'il y a des ouvriers qui arrivent à préférer ses prisons au pays du socialisme. Il n'est pas exclu que la manœuvre de Mussolini arrive jusqu'à sa dernière limite et que Petrini ne soit même pas condamné à des peines très fortes. Et par après, nous entendrons, à coup sûr, les centristes crier : voilà, la preuve est faite qu'en dehors de nous il n'y a que fascisme. Et le jeu macabre se poursuivra alors dans les meilleures conditions : d'un côté, les centristes, qui persécutent les militants prolétariens, de l'autre les fascistes qui aident cette manœuvre en ne se déchaînant pas contre des prolétaires qui ne représentent pas un danger immédiat. Entretemps, les ouvriers marcheront de défaites et défaites et en Russie, l'Armée verra introduire le nouveau grade de maréchal alors que le rétablissement du change du rouble avec les monnaies des autres pays, donnera le coup de grâce au monopole du commerce extérieur.

Le cas de Petrini, celui de Calligaris, les cas d'autres réfugiés (dont il ne nous est pas encore possible d'indiquer les noms), puisqu'il s'agit d'émigrés politiques d'une cause à laquelle les ouvriers sont particulièrement sensibles, ces cas peuvent fournir une occasion favorable pour soulever devant le prolétariat le problème bien

plus étendu des autres victimes de la répression centriste en Russie. Au surplus, dans le domaine politique, leur signification acquiert une importance exceptionnelle et c'est pour cela que nous croyons devoir engager les autres groupes communistes à soulever cette question parmi les prolétaires qu'ils influencent au sein des organismes syndicaux. Il ne s'agit évidemment pas d'opposer à toutes les initiatives prises en faveur des victimes de la répression capitaliste, les noms de Calligaris, Petrini et des autres persécutés en Russie, en courant ainsi le risque de déterminer l'effondrement de toutes les campagnes entreprises avec la participation des centristes. Le devoir des communistes est de ne jamais compromettre la moindre action dans ce domaine, mais le devoir des communistes consiste aussi à soulever la nécessité de lutter contre la persécution en Russie à d'autres occasions que celles destinées à des manifestations en faveur des victimes en Italie, Allemagne, etc.

Faire apparaître au travers du fracas des différents Fronts Populaires les noms des victimes de la répression centriste signifie réaliser une des conditions indispensables pour la reprise de la lutte prolétarienne : nous ne devons pas faillir à ce devoir impérieux.

Les Centristes escomptent la condamnation de Beiso

Il nous revient que les centristes ont décidé de se porter partie civile dans le procès qui va avoir lieu contre Guido Beiso, qui tua le fonctionnaire Montanari après que ce dernier s'était refusé, soit de fournir la preuve d'une accusation de provocation parue dans la presse centriste, soit de la démentir. Blessé dans sa dignité, Beiso, emporté par l'énervement, tira sur Montanari, qui devait succomber presque aussitôt. Les centristes, dont les procédés ont conduit Beiso à commettre ce geste que nous nous sommes refusés, dès le premier moment, de juger selon des critères juridiques, les centristes, par contre, veulent s'appuyer sur tous les méandres de la législation bourgeoise afin d'obtenir une condamnation qui signifierait libre-parcours à leurs méthodes consistant à user des plus basses calomnies contre des prolétaires et à les traiter de provocateurs chaque fois qu'ils s'opposent à leur politique. Cette condamnation devrait aussi signifier que les ouvriers devront désormais se résigner à être la proie des bonzes centristes. Voilà pourquoi le centrisme se porte partie civile et cela afin de prouver, ni plus ni moins, la préméditation du geste de Beiso.

Dans l'émigration italienne, ce sont les maximalistes qui se sont opposés à la manœuvre centriste, et notre fraction, qui lutte contre les décisions du Front Populaire au sein duquel les éléments qui connaissent la vérité se garderont bien de la déclarer ouvertement de crainte de menacer la cohésion de l'entente centriste-réformiste. Beiso va donc se trouver en face des juges, alors qu'autour de lui les dirigeants des partis socialiste et centriste, indirectement ou directement, feront tout leur possible pour dresser un barrage qui permettra une lourde condamnation. Les ouvriers des autres pays qui, tout comme ceux de l'émigration italienne, ont été l'objet des mêmes manœuvres et insultes contre lesquelles Beiso a riposté par un acte d'irritation fort explicable, ces ouvriers laisseront-ils condamner Beiso ? Les groupes communistes des autres pays sont alertés par notre fraction afin qu'ils permettent à Beiso de réaliser les meilleures conditions pour sa défense lors du procès prochain où les centristes se portent partie civile dans l'espoir de voir valider l'œuvre de massacre des consciences prolétariennes qu'ils développent dans tous les pays.